



Union for Unity

Lettre ouverte au Président J.C. Juncker

11/01/2016

Monsieur le Président,

Nous avons pris connaissance avec inquiétude de la récente Communication de la Commission annonçant une réduction additionnelle de postes pour 2016, aggravant la réduction déjà contenue dans la réforme de 2014. Nous avons également lu la déclaration de la V.P. K. Georgieva dans le journal *The Times*, qui critique notre institution, préconise des mesures qui affaiblissent notre fonction publique, sans que ces mesures aient fait l'objet d'une décision de la Commission, a fortiori d'un dialogue social. C'est la troisième fois, en à peine un an, sous votre présidence, que certains des plus hauts membres du Collège tiennent dans les medias des propos qui inquiètent.

Dans les deux cas, les explications fournies après coup au personnel, de manière non officielle, ne sont guère convaincantes. Dans le premier cas, il s'agit d'une réduction en 2016 des effectifs, pour compenser la sous-évaluation budgétaire de l'ajustement des salaires de 2015 en application de la méthode. Cette réduction subite des effectifs serait due à une «erreur» d'estimation commise par les services de la DG BUDG et de la DG HR. L'impression générale parmi le personnel est que la Commission juge illégitimes les adaptations salariales et qu'elle cherche à les faire payer par une réduction des effectifs. Rappelons que les salaires ont été gelés pendant quatre ans. Nous nous étonnons que suite à cette découverte tardive, les DG BUDG et HR soient désignées comme responsables de cette situation alors même que cette procédure, parfaitement rôdée, est sous la responsabilité politique de la V.P. K. Georgieva. Cette réduction supplémentaire va aggraver les conditions de travail du personnel, affecter les possibilités de mobilité et rendre plus difficile l'accomplissement des missions de l'institution, déjà atteinte par les réductions annuelles de personnel, les coupes budgétaires et les nombreuses réorganisations. Dans un nombre important d'unités, la capacité du personnel en place à réaliser ses objectifs est déjà dépassée.

Dans le second cas, l'explication fournie est que le journaliste du *Times* aurait mal interprété les propos de notre V.P. On ne peut qu'être surpris que ni la V.P., ni son cabinet, ni les services du porte-parole, ni ceux en charge de la communication ne semblent avoir pris la peine de relire l'article avant publication, pour s'assurer que les propos tenus ont été fidèlement transcrits. En effet, cet article fait des amalgames et met en cause les responsables politiques nationaux et communautaires en charge de la gestion des fonds communautaires. Il avance des contrevérités flagrantes, par exemple sur les pensions, ou sur une seconde augmentation des salaires. A nos yeux, la Commission doit exiger un droit de rectification et une réponse dans *The Times* et dans tous les médias ayant repris tout ou partie de cet article.

Dans les explications fournies *a posteriori*, la simple évocation de la gestion du personnel dans le contexte du futur referendum britannique interpelle, sauf à constater que la référence à un éventuel Brexit paraît être un alibi justifiant tous les abandons du projet européen, y compris, semble-t-il, la non révision à mi-parcours à la hausse du budget européen. L'article du *Times* présente la réduction des postes, la diminution des pensions et la précarisation du personnel de la Commission comme un processus nécessaire et vertueux. C'est précisément la vision des états membres les plus hostiles à la fonction publique européenne et à l'approfondissement du projet européen. Ceci est en contradiction, à notre avis, avec vos propres orientations politiques: "*Un nouvel élan pour l'Europe: mon programme pour l'emploi, la croissance, l'équité et le changement démocratique*". Si l'Union européenne risque d'être rejetée par ses citoyens, c'est en raison de son inaction sur les sujets qui inquiètent.

Enfin, une fois de plus, nous ne comprenons pas pourquoi certains responsables de haut niveau de la Commission prennent systématiquement pour exemple, toujours à notre détriment, des institutions internationales (par exemple, la Banque mondiale), dont les missions et l'architecture n'ont rien à voir avec celles de l'Union européenne.

Il est nécessaire que le Collège soutienne son personnel, sur lequel il compte pour relever les défis et mener à bien ses politiques. Cessons d'alimenter le sentiment anti-européen, défendons la construction européenne, défendons et motivons le personnel.

La construction européenne est menacée, vous dites vous-même que cette Commission que vous présidez est la «Commission de la dernière chance». Raison de plus pour accroître la cohésion de la Commission et pour avancer ensemble, avec un solide esprit d'équipe.

Nous vous demandons donc une vigilance accrue, l'utilisation systématique du droit de réponse officiel quand l'Institution est attaquée, ainsi que la définition de principes de communication pour servir de guide aux membres du Collège quand ils ont affaire aux médias.

En vous remerciant de votre attention, je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma plus haute considération.

Georges Vlandas
Président U4U